

LA LETTRE PRO

L'ACTU SANTÉ POUR LES PROS DE CENTRE-VAL DE LOIRE



N°45 - du 25 octobre 2024



ÉDITO

Dr Claire Ceccaldi

**Responsable du Centre de sénologie
du CHU Orléans et du parcours du
cancer du sein sur le territoire**

Le dépistage est une chance pour toutes les patientes

Au regard de son incidence et de sa mortalité, le cancer du sein est un enjeu majeur de santé publique. Pierre angulaire du parcours du soins, le dépistage précoce offre actuellement les meilleures chances de survie et de qualité de vie, car il diminue considérablement la lourdeur et les séquelles des traitements. Le dépistage organisé est une chance pour de nombreuses patientes qui bénéficient, entre cinquante et soixante-quatorze ans, d'un programme national performant, sécurisé et gratuit. Le dépistage individuel existe aussi pour les femmes, plus jeunes, qui ont des antécédents personnels ou familiaux. Dans les deux cas, les taux de participation demeurent malheureusement insuffisants.

Plusieurs leviers devront être actionnés pour inverser cette tendance. Il faut plus de radiologues et plus de manipulateurs, mais aussi plus de machines, ne serait-ce que pour réduire les délais de rendez-vous, qui sont trop souvent un facteur de renoncement sinon de dissuasion. Les femmes concernées ne doivent surtout pas se décourager, car la régularité du dépistage est le premier gage de son efficacité. La nature des messages devra également évoluer. La problématique est claire : un cancer du sein détecté au stade précoce peut être guéri ! Il ne faut donc pas attendre les premiers signes de la maladie pour se faire dépister.

Dans un contexte épidémiologique marqué par une recrudescence des cancers agressifs, notamment chez la femme jeune, les progrès thérapeutiques et technologiques ne feront pas tout. Malgré les nombreux bénéfices apportés par les immunothérapies, le dépistage – individuel ou organisé – reste la meilleure option pour prévenir les complications.

SOMMAIRE

L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE

Dr Ken HAGUENOER, directeur médical
et médecin coordonnateur du Centre
régional de coordination des dépistages
des cancers du Centre-Val de Loire

EN DIRECT DES TERRITOIRES

Handirect : un projet innovant en faveur du
dépistage des seniors handicapés

Loir-et-Cher : premier bilan positif pour
l'exosquelette de la Ménaudière

Aides-soignants : c'est le moment de
candidater pour la formation accélérée
IFSI

Cher : deux appareils d'imagerie de pointe
au CH Jacques Cœur

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

51,5 %

LA MÉTÉO SANITAIRE

Centre-Val de Loire : hausse des cas de
légionellose en 2023

Vaccination Grippe/Covid : il est encore
temps de se protéger !

EN BREF

Loir-et-Cher : beau succès pour les deux
journées de prévention

Les CLANs : planchent sur l'alimentation et
la santé mentale

Indre : un « EHPAD Ecole » pour former des
aides-soignants

Loir-et-Cher : les compagnons bâtisseurs
contre l'habitat indigne

EN PRATIQUE

Soumission chimique : une plateforme
pour conseiller les soignants et orienter les
victimes

APPELS À PROJETS

AU PROGRAMME

Une journée pour l'éducation thérapeutique
du patient dans l'Indre

Une soirée pour prévenir les chutes en
Eure-et-Loir

L'ETP au CHU d'Orléans

Un téléstaff contre la dénutrition

Un ciné-débat sur l'alcoolisme féminin

Un salon des aidants familiaux à Lèves

LE COIN RH

Alexandre Hausknost, directeur de
l'AIDAPHI



L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE

Dr Ken HAGUENOER

Directeur médical et médecin
coordonnateur du Centre régional de
coordination des dépistages des
cancers du Centre-Val de Loire

« Informer, sensibiliser et... essayer de convaincre ! »

Quelques jours avant la fin de l'opération Octobre Rose, le Dr Ken Haguenoer analyse les freins et les leviers du dépistage organisé du cancer du sein, dont il rappelle les nombreux bénéfices, notamment en termes de guérison. Il évoque également les voies de progrès du dispositif dans la région. Explications.

Le dépistage organisé du cancer du sein fête ses vingt ans cette année. Quel regard portez-vous sur ce dispositif de santé publique ?

Il s'agit déjà du tout premier programme national de dépistage des cancers. Son fonctionnement est encadré par un cahier des charges qui garantit la qualité et la sécurité des pratiques radiologiques*. Il repose également sur un protocole spécifique : un examen clinique des seins et une mammographie, qui peut être complétée par un bilan diagnostic immédiat, puis, pour les mammographies normales, une seconde lecture par un autre radiologue. Les objectifs sont clairement affichés : détecter précocement les lésions et les tumeurs pour améliorer les chances de guérison des patientes. Toutes les femmes âgées entre cinquante et soixante-quatorze ans sont concernées, sauf antécédent ou suivi spécifique, et peuvent y participer tous les deux ans. Dernière nouveauté en date : la gestion opérationnelle des invitations est désormais assurée par l'Assurance Maladie qui procède notamment aux envois par courrier ou via Mon espace santé. La force de frappe de cette institution publique permet de relancer ou de cibler les femmes concernées, mais va également tenter de faciliter la prise de rendez-vous, voire les transports sanitaires vers les cabinets de radiologie et mener des campagnes d'appels sortants. De son côté, le CRCDC poursuit son rôle d'organisation de la seconde lecture, des suivis des positifs et des actions dites « aller-vers »... Il est encore trop tôt pour mesurer les impacts de cette nouvelle stratégie, notamment en termes d'adhésion, mais nous allons collectivement dans la bonne direction.

Comment jugez-vous la performance du dispositif, notamment en Centre-Val de Loire, dont les résultats se situent cinq points au-dessus de la moyenne nationale ?

La performance du dépistage organisé ne se réduit pas au seul taux de participation des patientes. La qualité du dispositif est primordiale. Le niveau de détection des cancers, la modernisation des équipements et la qualité des pratiques radiologiques ont beaucoup progressé depuis vingt ans. Le suivi des positifs aussi. Il ne suffit pas de dépister les patientes, il faut les accompagner et les guider dans le parcours de soins, ce qui fonctionne plutôt bien. Très loin des objectifs fixés dans la stratégie décennale de lutte contre les cancers, le taux de participation doit naturellement être amélioré. Il a connu une augmentation constante au cours des dix premières années, avant de stagner voire de décliner par la suite. La pandémie de Covid-19 n'est pas étrangère à ce phénomène. Cette période troublée s'est notamment traduite par un arrêt brutal des invitations et des mammographies durant le premier confinement, et des retards qui n'ont pas tous pu être comblés par la suite. La région Centre-Val de Loire se situe effectivement au-dessus de la moyenne nationale**. Elle a toujours été bien positionnée dans ce classement, mais elle ne déroge pas à la règle générale.

« Le taux de participation au dépistage organisé du cancer du sein est de 51,5 % en Centre-Val de Loire sur la période 2022-2023 »

Quelles sont les principales raisons ? Comment convaincre les femmes d'y participer ?

La faible densité des radiologues et la moindre disponibilité des mammographes, notamment sur certains territoires de la région, peut être une explication mais elle ne justifie pas tout, d'autant plus que les radiologues sont particulièrement investis dans ce programme. Dans son dernier bilan, Santé publique France ne sait pas véritablement expliquer les variations constatées entre les régions. Outre les difficultés d'accès, il y a peut-être une forme de lassitude ou de résignation qui doit nous interroger collectivement. Une chose est sûre : la méthode sera importante pour convaincre les non-participantes. Il faut les informer et les sensibiliser sur les enjeux de ce dépistage qui permet notamment de limiter les séquelles du traitement et de maximiser les chances de guérison. Il faut également les rassurer en explicitant les modalités de ce dispositif de qualité et en rappelant sa gratuité. Autre élément important : la régularité est un facteur d'efficacité. Il est donc recommandé de réaliser cet examen tous les deux ans pour réduire le risque. Ces messages devront être portés par les professionnels de santé, mais aussi par les pairs, car les témoignages et les partages d'expérience ont parfois plus de poids que les arguments purement scientifiques. Quels que soient les émetteurs, la communication devra être transparente, notamment en termes de bénéfices et de risques, pour rester crédible. Le libre choix des patientes devra par ailleurs être respecté. Il faut expliquer et proposer, sans contraindre ni imposer.

Quelles sont les principales voies de progrès du dépistage organisé du cancer du sein ?

Plusieurs leviers devront être actionnés pour améliorer la performance globale du dispositif. La

réduction des inégalités sociales et territoriales d'accès et de participation au dépistage est une priorité ; le Centre régional de coordination des dépistages des cancers, en appui de l'Agence régionale de santé et aux côtés de l'Assurance Maladie, mène des actions « allers vers » avec de nombreux partenaires. La hausse du nombre de radiologues agréés et de manipulateurs en électroradiologie médicale, notamment dans la région Centre-Val de Loire, sera un naturellement un paramètre déterminant. La réduction des délais de rendez-vous aussi. Autre piste de réflexion : la dématérialisation de la seconde lecture. Cette solution pourrait être expérimentée prochainement dans notre région, notamment afin d'évaluer son impact organisationnel et économique. Tomosynthèse, intelligence artificielle, dépistage personnalisé en fonction du niveau de risque... Le progrès technologique trace par ailleurs de nouvelles perspectives.

(*) Selon le cahier des charges du dépistage organisé, les radiologues doivent faire un minimum de cinq cents mammographies par an pour obtenir leur agrément.

(**) Selon Santé publique France, le taux de participation au dépistage organisé du cancer du sein était de 51,5 % sur la période 2022-2023 ; La moyenne nationale était de 46,5 %.



Dépistage organisé : un bilan en demi-teinte

Dans un bulletin publié mi-octobre, Santé publique France dresse un bilan détaillé et chiffré du dépistage organisé du cancer du sein, mis en place il y a vingt ans. « La qualité de la procédure mise en œuvre est en constante amélioration et les critères de performance du programme sont conformes aux recommandations européennes », affirment les experts, qui pointent néanmoins une « participation insuffisante » sans pouvoir en identifier précisément les causes : « La participation au programme a diminué progressivement depuis douze ans pour toutes les tranches d'âge et dans toutes les régions. Sur les dernières années, l'interprétation de l'évolution du taux de participation reste complexe en raison de l'impact de l'épidémie de Covid-19 qui continue de perturber le rythme d'envoi des invitations. » Après avoir augmenté jusqu'en 2011-2012 pour atteindre un pic à 52,3 %, le taux de participation national était de 46,5 % en 2022-2023. Il était de 51,5 % dans la région Centre-Val de Loire.

NB : le cancer du sein représente la première cause de cancers féminins et de décès par cancer chez la femme – comme dans les autres pays industrialisés – avec 61 000 cas incidents et 12 000 décès estimés en 2023.

EN DIRECT DES TERRITOIRES

Handirect : un projet innovant en faveur du dépistage des seniors handicapés



La prévention des cancers pour les personnes âgées handicapées est un défi. Leur participation aux dépistages organisés est en effet inférieure de moitié environ à celle de la population générale. « Le projet Handirect qui vient d'être lancé par l'INCa dans quatre régions (Ile-de-France, Nouvelle Aquitaine, Occitanie et Centre-Val de Loire) a pour objectif d'améliorer la participation au dépistage organisé du cancer colorectal des personnes en situation de handicap vieillissantes (de 50 à 74 ans) en établissement médico-social, explique le Dr Emilie Fetissof, médecin coordonnateur au Centre régional de coordination des dépistages des cancers Centre-Val de Loire (CRCDC-CVL). Nous les informons du bénéfice du dépistage du cancer colorectal pour qu'elles donnent leur consentement à la réalisation du test et puissent être accompagnées pour le réaliser par des professionnels, leur famille ou des aidants. » En Centre-Val de Loire, le CRCDC-CVL va mesurer l'évolution du taux de dépistage du cancer colorectal des personnes âgées handicapées (handicap physique ou déficience intellectuelle) dans 23 établissements de la région – 12 pilotes et 11 témoins. Après avoir identifié des leviers

Loir-et-Cher : premier bilan positif pour l'exosquelette de la Ménaudière



Six mois après la mise en service du premier exosquelette dans son établissement de soins de suite et de réadaptation, Jean Villette, directeur du CSSR La Ménaudière, de la MGEN, dans le Loir-et-Cher, tire un premier bilan très positif. « Une vingtaine de patients ont déjà bénéficié de l'exosquelette une à deux fois par semaine depuis mai dernier pour un total de 109 séances », observe-t-il. Le Dr Joël Crevoisier, spécialiste de médecine physique et de réadaptation à orientation neurologique, observe que les résultats sont très encourageants pour les patients (hémiplégiques, tétraplégiques...) qui ont utilisé l'Atalante X de la société Wandercraft : « Ce modèle est auto-équilibré, cela signifie que les patients qui l'utilisent, qu'ils soient hémiplégiques ou après avoir eu un AVC, n'ont pas besoin de canne pour l'utiliser. La marche est beaucoup plus fluide après utilisation de l'exosquelette. Il y a une meilleure mémorisation du geste et surtout cela augmente la plasticité cérébrale. » Le CSSR de La Ménaudière envisage d'établir un partenariat avec la société Wandercraft. « Nous ambitionnons de devenir

pour accroître le dépistage, les établissements pilotes se verront proposer un plan d'actions et de formations à destination des encadrants et des aidants. « Tous les plans d'actions devront être déployés d'ici à la mi-2025, précise le Dr Fetissof. Nous pourrons ensuite mesurer si la participation a été plus forte dans les établissements pilotes avec le projet Handirect et par rapport aux établissements témoins ». Pour rappel, la participation au dépistage du cancer colorectal était de 38,4 % en Centre-Val de Loire en 2022-2023 (taux supérieur à la moyenne nationale de 34,2 %).

Aides-soignants : c'est le moment de candidater pour la formation accélérée IFSI



Obtenir le diplôme infirmier en deux ans au lieu de trois quand on est aide-soignant, c'est désormais possible avec le parcours réussite ! Un parcours qui a démarré l'an dernier pour 11 candidats dans la région, via un partenariat entre l'employeur, l'IFSI visé par le candidat, et l'IFSI de Tours qui porte le programme. C'est un dispositif exigeant, qui s'adresse à des aides-soignants expérimentés et identifiés par leur employeur comme ayant le potentiel pour effectuer cette formation accélérée. L'établissement employeur et le candidat doivent adresser une lettre d'engagement. Lancées le 21 octobre, les inscriptions seront closes le 9 décembre 2024. Les candidats retenus devront passer une épreuve écrite et une épreuve orale puis suivre une formation spécifique sur 12 semaines ou 420 heures (du 3 mars au 30 mai 2025). Ils devront

un centre de référence dans l'exploitation de l'exosquelette, explique Jean Villette. Six de nos kinés ont déjà été formés à l'utilisation de l'exosquelette, les autres pourront l'être ainsi que des ergothérapeutes. » Cela permettrait d'utiliser un peu plus encore cette machine révolutionnaire dont le coût de fonctionnement et de maintenance s'élève à 200 000 euros par an.

A noter : il y a environ 180 exosquelettes – robots de marche, tous types confondus, auto-stabilisés ou non, en France. Le Centre-Val de Loire en compte huit, dont celui de la Ménaudière, qui est le seul établissement de la région à disposer d'un robot auto-stabilisé.

Cher : deux appareils d'imagerie de pointe au CH Jacques Cœur



Le Centre hospitalier Jacques Cœur a officiellement inauguré jeudi 17 octobre l'arrivée de deux nouvelles machines en imagerie médicale ayant nécessité un investissement de 200 000 euros. La première est une unité d'imagerie dentaire par tomographie volumétrique à faisceau conique. Cet appareil permet de réaliser une radiographie 3D de la face entière. Il propose une très haute qualité d'image et permet une moindre exposition des patients aux rayons ionisants. Cet outil servira pour les soins des patients de l'hôpital mais aussi, si besoin, pour les patients des dentistes libéraux puisque tous les cabinets ne disposent pas de ce matériel de pointe. « Cet investissement s'inscrit dans le projet de création d'un tout nouveau service d'odontologie en 2026 (un investissement

également réaliser un stage de cinq semaines entre le 7 avril 2025 et le 9 mai 2025. « Ce parcours permet aux établissements d'avoir des infirmières, des professionnelles motivées qu'ils peuvent fidéliser », estime Anne Bencteux qui ambitionne que chaque département puisse former une dizaine de candidats. Une réunion d'information sur ce parcours est proposée le 5 novembre 2024 à 9h30 à l'IFSI de Vierzon, site de la Décale, 31 avenue Henri Brisson. Les établissements intéressés par cette démarche peuvent se signaler avant le 29 novembre 2024

ifsivierzon@ch-vierzon.fr

d'un million d'euros pour agrandir le service et accueillir plus de patients) », précise le CH Jacques Cœur. Le second appareil, un ostéodensitomètre, permet quant à lui, grâce à des rayons X à double énergie, de mesurer la densité des os, des muscles et de la masse grasseuse. Grâce à ces mesures il est possible d'identifier des pathologies comme l'ostéoporose, la sarcopénie (perte de la masse musculaire avec risque de chute) et l'obésité, et d'adapter ensuite les traitements et leurs suivis. Ce nouvel appareil dernière génération, adapté aux personnes obèses et à mobilité réduite, est utilisé par les radiologues, les rhumatologues, les gynécologues, les gériatres, les endocrinologues et les diabétologues. Avec son arrivée, une nouvelle consultation d'ostéoporose a été mise en place par les rhumatologues.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

51,5 %



C'est le taux de participation au dépistage organisé du cancer du sein dans la région.

Le Centre-Val de Loire est au septième rang des régions en termes de participation et l'Indre-et-Loire se classe au septième rang des départements. En Centre-Val de Loire, la population cible du dépistage organisé du cancer du sein représente 430 425 femmes âgées de 50 à 74 ans. En 2023, 231 530 courriers d'invitation ont été envoyés, 115 755 mammographies ont été réalisées. 983 cancers ont été détectés au niveau régional.



Centre-Val de Loire : hausse des cas de légionellose en 2023

Santé Publique France vient de publier son bilan 2023 sur la surveillance régionale des cas de légionellose en région: [Légionellose en Centre-Val de Loire. Bilan 2023](#). En 2023, 74 cas de légionellose ont été signalés par les professionnels en Centre-Val de Loire. Au niveau national comme pour la région, le nombre de cas notifiés en 2023 est nettement supérieur à celui de 2022 atteignant un nombre record sur ces dix dernières années (+23 % en CVL). La principale méthode de diagnostic demeure l'antigénurie. Cependant, elle permet de diagnostiquer uniquement les infections dues aux *Legionella* du séro groupe 1. Bien qu'il n'existe pas de bénéfice direct pour la prise en charge thérapeutique du patient, la réalisation de prélèvements respiratoires par les cliniciens demeure importante. Cette pratique est primordiale, elle permet de diagnostiquer les cas de légionellose dus aux autres espèces et sérogroupes que Lp1 et non détectés par les tests urinaires. Elle est également essentielle pour caractériser les sources de contamination.

Vaccination Grippe/Covid : il est encore temps de se protéger !

La campagne de vaccination a débuté le 15 octobre dernier. Les personnes les plus fragiles, pour lesquelles la vaccination contre la grippe est recommandée, sont également à risque d'infection grave au Covid-19. Elles doivent être vaccinées contre le Covid-19 et contre la grippe pour être doublement protégées. Ces deux vaccinations peuvent être réalisées en même temps ou en décalé. Vous trouverez toutes les informations sur ce lien : ifsivierzon@ch-vierzon.fr

[Campagne de vaccination GRIPPE-COVID 24-25 : la mobilisation de tous fera la différence.](#)
[Agence régionale de santé Centre-Val de Loire](#)

[Questions/Réponses – Vaccination grippe saisonnière et COVID-19 - Ministère de la santé et de l'accès aux soins](#)

A ce stade en Centre-Val de Loire, les indicateurs de suivi des infections saisonnières (grippe/COVID/bronchiolite/gastro-entérite) demeurent stables avec une activité de recours aux urgences et à SOS-médecins faible à modérée.

.....

Consultez le [bulletin régional](#) de situation épidémiologique produit par la Cellule régionale de Santé publique France en région Centre-Val de Loire.

Pour rappel, tout événement susceptible d'avoir un impact sur la santé de la population ou sur le fonctionnement de l'offre de soins doit faire l'objet d'un signalement à l'Agence régionale de santé. Le point focal régional, destiné aux professionnels, est joignable 24h/24 7j/7 au 02 38 77 32 10 et par mail à ars45-alerte@ars.sante.fr

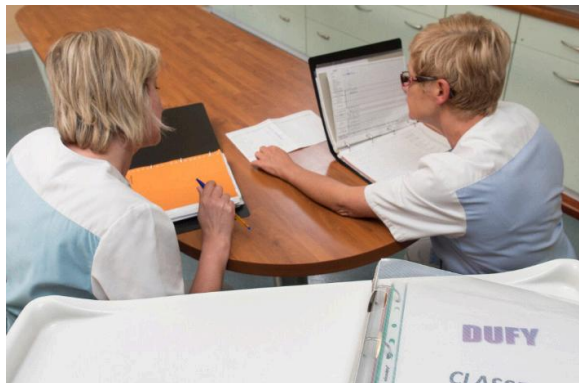
EN BREF

Loir-et-Cher : beau succès pour les deux journées de prévention



Une centaine de personnes ont profité de deux journées de prévention organisées il y a quelques jours à Neung-sur-Beuvron et à Mondoubleau, dans le Loir-et-Cher. Selon les chiffres communiqués par la CPAM du Loir-et-Cher, ce sont exactement 97 patients différents qui ont accompli un dépistage ou une consultation de prévention au pôle de santé de Neung-sur-Beuvron, le 12 octobre, ou à la maison de santé de Mondoubleau, le 17 octobre. Ces deux journées de prévention ont été fort profitables puisqu'elles ont permis de réaliser 24 frottis, de remettre 25 kits de dépistage du cancer colorectal, de prévoir 18 rendez-vous pour des mammographies, 22 consultations avec la diététicienne. 60 participants ont assisté à un atelier d'activité physique adaptée (APA), 31 personnes ont rendu visite au stand de la Ligue contre le cancer, l'IPA a réalisé 15 consultations de prévention cardiovasculaire, et le « colon tour » a reçu la visite de 25 personnes. « Grâce à l'importante mobilisation du CRCDC et des communautés de communes, et avec le soutien de nombreux partenaires, des dépistages ont pu être réalisés au plus près des lieux de vie et l'activité physique a attiré du monde, ce qui est positif », observe Emmanuelle Matta, directrice adjointe de la CPAM du Loir-et-Cher.

Indre : un « EHPAD Ecole » pour former des aides-soignants



Pour faire face à la pénurie d'aides-soignants qualifiés en EHPAD, la Direction Commune des Deux Vals (qui rassemble les centres hospitaliers de Buzançais et de Chatillon-sur-Indre ainsi que les EHPAD de Mézières en Brenne et de Clion-sur-Indre) a mis en place une EHPAD école. « L'idée a été de créer un espace de formation participatif et bienveillant, basé sur une approche réticulaire et non hiérarchique », explique Christine Pointet, directrice de la direction commune des deux Vals. L'EHPAD Ecole propose la montée progressive en compétences des nouveaux arrivants grâce à une formation dispensée par des pairs. « Un accompagnement en conditions réelles dans les services est effectué par une aide-soignante paire et tutrice, choisie pour ses capacités à transmettre son savoir-faire » poursuit Christine Pointet. L'aide-soignante référente du projet « EHPAD Ecole » accompagne les agents sur toutes les modalités de la prise en charge : toilette, mobilisation, prise de repas, traçabilité des soins... Elle assure un suivi de formation et prodigue des conseils en continu. Depuis son lancement le 18 septembre 2023, l'EHPAD Ecole de Chatillon-sur-Indre, a permis de réaliser 117 accompagnements. « Les nouvelles modalités d'accueil et de formation avec l'aide-soignante de l'EHPAD Ecole facilitent l'intégration des nouveaux agents, permettent de diminuer leur

Les CLANs planchent sur l'alimentation et la santé mentale



La 15e journée régionale des Comités de Liaison Alimentation Nutrition (CLANs) s'est tenue jeudi 17 octobre à l'IFSI de Blois en présence de 160 participants. L'événement avait pour thème l'alimentation et la santé mentale. « Quand nous avons décidé cette thématique, nous ne savions pas que la santé mentale serait déclarée grande cause nationale en 2025 par le nouveau Premier ministre », s'amuse le Dr Régis Piquemal, Président du CLAN du CH Simone Veil de Blois, ville qui accueille ce temps fort annuel des CLANs de la région depuis 2008. Quoi qu'il en soit, l'enjeu est particulièrement important. « L'humeur ou l'état psychologique peuvent influencer ce que l'on mange, de même que les quantités consommées. En retour, l'alimentation influence également l'humeur et le bien-être psychologique, observe le Dr Piquemal. De très nombreuses publications permettent de mettre en évidence ces liens si bien que certains n'hésitent pas à parler et pratiquer la psycho nutrition ! » Le médecin remarque que de nombreux patients déprimés ne mangent pas bien et se dénutrissent, aggravant leur état de santé. De même, il est établi que certains traitements antipsychotiques ou anti-schizophréniques font grossir. Régis Piquemal souligne l'intérêt d'aborder ces sujets avec l'ensemble des acteurs intervenant dans la « chaîne alimentaire » des patients, qu'il s'agisse des médecins, diététiciens, responsables

absentéisme et de stabiliser les équipes en soins », observe Christine Pointet. L'impact est aussi positif sur les indicateurs de qualité et de sécurité des soins des résidents.

Loir-et-Cher : les compagnons bâtisseurs contre l'habitat indigne



L'ARS Centre-Val de Loire a reconduit avec les [Compagnons Bâtisseurs](#), une convention afin de repérer les situations à risques d'habitat indigne et insalubre au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPPV) de Loir-et-Cher. Dans ces quartiers où les habitants vivent très majoritairement dans des barres d'immeubles, l'association est chargée de sensibiliser la population aux expositions environnementales. S'ils peuvent entrer dans les appartements, les Compagnons Bâtisseurs analysent la qualité de l'air intérieur, mesurent le risque d'intoxication au monoxyde de carbone et évaluent si l'habitat est indigne ou insalubre. « 95 logements ont déjà été visités au sein des QPPV de Blois lors de trois interventions d'une semaine, dont plus de 50 seraient susceptibles de nécessiter des travaux de plomberie, d'électricité ou de ventilation », détaille Raphaël Garnier, référent espace clos et environnement extérieur, à l'ARS Centre-Val de Loire. La reconduction de la convention va permettre de poursuivre les actions de repérage de l'habitat indigne et insalubre dans les QPPV de Blois, Romorantin-Lanthenay et de Vendôme. Un budget de 15 000 euros a été alloué à ce projet pour 2024. Les situations dégradées pourront être signalées au Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne (PDLHI) qui ciblera les logements devant être refaits ou réhabilités.

d'achat, cuisiniers, ou aides-soignants qui délivrent les repas.... « Notre objectif, quel que soit notre métier, est de préserver l'état nutritionnel de nos patients », conclut le Dr Piquemal.

EN PRATIQUE

Une Soumission chimique : une plateforme pour orienter les victimes

Le Centre de Référence sur les Agressions Facilitées par les Substances (CRAFS, www.lecrafs.com), est la première plateforme nationale consacrée spécifiquement à l'orientation des victimes suspectant une soumission chimique. Cette plateforme ressource sur la soumission et la vulnérabilité chimique est implantée sur le site de l'hôpital Fernand Widal (APHP), propose un l'accompagnement par des professionnels. Créé en 2024 par le Centre d'Addictovigilance de Paris, expert sur l'enquête nationale soumission chimique auprès de l'ANSM, ce dispositif offre un service de téléconseil spécialisé et constitue une avancée considérable dans la prise en charge des victimes d'agressions facilitées par les substances. Outre les informations sur la soumission chimique et le circuit de prise en charge (psychologique, sanitaire, juridique), la plateforme permet de prendre contact avec des téléconseillers spécialisés (01 40 05 42 70, du lundi au vendredi, de 9h à 13h et de 14h à 18h), et de déclarer en ligne une agression.

APPELS À PROJETS

Sécurisation des établissements de santé

La DRAC et l'ARS Centre-Val de Loire renouvellent leur appel à candidatures pour l'année 2025

Accompagnement à l'ouverture d'une unité saisonnière (service d'urgences et /ou de service de médecine polyvalente (adulte ou enfant)

AU PROGRAMME

Une journée pour l'éducation thérapeutique du patient dans l'Indre

Le **7 novembre**, de 13h30 à 18h30, la Coordination Départementale de l'Éducation Thérapeutique du Patient (ETP) de l'Indre, portée par Diapason 36 et le CH Châteauroux-Le Blanc, vous invite à sa Première Journée Départementale de l'ETP-salle Alexandre Dumas, Impasse Marcel

Un téléstaff contre la dénutrition

Le **19 novembre**, de 14h à 15h, l'Équipe Régionale Vieillesse et Maintien de l'Autonomie (ERVMA) organise un téléstaff en lien avec l'alimentation des personnes âgées. « Comment modifier les textures pour lutter contre la Dénutrition », tel sera le thème de ce rendez-vous. Lors de ce téléstaff, un chef cuisinier d'un EHPAD de la région

Cerdan, 36000 Châteauroux. Pour vous inscrire, il vous suffit de cliquer sur le lien ci-dessous :

<https://forms.gle/ZyYuNkgkviewXPTeF6>

Une soirée pour prévenir les chutes en Eure-et-Loir

Le **7 novembre**, de 17h à 21h, à Eure-et-Loir Campus à Chartres, une soirée départementale « Prévention des chutes » est organisée par la Délégation ARS et le Conseil départemental d'Eure-et-Loir, avec l'accompagnement de l'Équipe Régionale du Vieillissement et du Maintien de l'Autonomie (ERVMA). L'objectif de ce rendez-vous est de sensibiliser, d'informer et de prévenir les facteurs de risque des chutes par les acteurs du territoire, en tenant compte des retours d'expériences.

L'ETP au CHU d'Orléans

Le **14 novembre**, de 13h30 à 20h30, le CHU d'Orléans organise avec Appui Santé Loiret, association dédiée à l'accompagnement des patients avec diabète, obésité, cancer, VIH et hépatites dans le Loiret, une journée à destination des professionnels de santé consacrée à l'éducation thérapeutique du patient (ETP). L'objectif de cette journée est d'augmenter le réseau des professionnels de santé mettant en œuvre l'ETP, de les aider à développer et communiquer les outils à destination des patients, et à terme d'augmenter la part de la population suivie dans ce cadre. Pour découvrir

Pour découvrir le [programme](#). [Inscription via ce lien](#)

Centre-Val de Loire évoquera les actions mises en place tandis qu'une diététicienne rappellera les bonnes pratiques pour lutter contre la dénutrition. [Inscription sur ce lien](#)

Un ciné-débat sur l'alcoolisme féminin

Le **21 novembre**, à partir de 19h, le Collectif d'Alcoologie d'Indre-et-Loire organise une soirée ciné-débat « Alcool au féminin » au CGR de Tours Centre. Un temps d'échanges aura lieu avec des alcoologues et des acteurs en addictologie du département après la diffusion d'un documentaire réalisé par Marie-Christine Gambart. Entrée libre et gratuite. Toutes les informations sur

<https://colalco37.blogspot.com/p/alcool-au-feminin.html>

Pour plus de renseignements écrivez à colalco.37@gmail.com

Un salon des aidants familiaux à Lèves

Le 23 novembre, de 13h30 à 18h30, un salon pour les aidants familiaux est organisé par le conseil territorial de santé d'Eure-et-Loir en partenariat avec le CDCA 28 à l'Espace Soutine (41 rue de la Chacatière). Entrée libre. Le salon des aidants offre la possibilité à la personne que vous aidez, âgée et/ou handicapée d'être accueillie durant une heure par des professionnels compétents. Inscrivez-vous par mail à :

conseilterritorialsante28@gmail.com

Inscription avant le 17 novembre

Faites connaître vos événements dans l'agenda de la Lettre Pro en écrivant à ARS-CVL-COMMUNICATION@ars.sante.fr

NOMINATION



Alexandre Hausknost, directeur de l'AIDAPHI

Alexandre Hausknost est depuis cette semaine le nouveau directeur de l'Association interdépartementale pour le développement des actions en faveur des personnes handicapées et inadaptées (Aidaphi).

Diplômé d'un master 2 de management des ESMS, Alexandre Hausknost, 49 ans, a fait toute sa carrière dans le secteur médico-social. Il a dirigé l'Adapei 36 puis l'Adapei 41 dans le secteur de l'hébergement des personnes avec handicap mental. Il a ensuite occupé pendant sept ans le poste de directeur de la fédération chez ADMR 41, fédération d'associations œuvrant dans le champ du service d'aide à la personne à leur domicile. « Je suis très heureux de rejoindre de tête de l'Aidaphi avec une équipe compétente et engagée », confie Alexandre Hausknost. L'Aidaphi emploie plus de 1 000 salariés, gère un budget annuel de 72 millions d'euros et son action s'adresse à plus de 45 000 personnes par an des départements de la région Centre-Val de Loire (à l'exception de l'Indre-et-Loire). L'Aidaphi a pour mission d'accompagner les personnes en situation de handicap, de dépendance ou en difficulté d'insertion sociale ou économique. Ses actions s'inscrivent dans les domaines de la protection de l'enfance, du médico-social, du sanitaire et de la cohésion sociale.

LA SANTÉ RECRUTE



Conseiller médical à
l'ARS - Orléans

.....
Responsable de Département**Financement**
des Établissements
de Santé - Orléans

.....
Médecin généraliste au centre de santé
de Saint Pierre des Corps

.....
Médecins généralistes à
La MSP de Villefranche sur Cher

.....
La MSP du Grand Saint Laurent
recherche une sage-femme à Pithiviers

.....
Cadre de santé formateur
IFSanté Chartres

.....
Un Directeur Pôle hébergement
à Fondettes (37)

.....
IDE de coordination
santé-logement à Blois

.....

**S'abonner à la Lettre
Pro ARS Centre-Val
de Loire**

**Consulter les Lettres
Pro précédentes**

**Proposer un sujet,
un événement, une
offre d'emploi...**



La Lettre Pro - 45 du 25 octobre 2024

Directrice de la publication : Clara de Bort

Réalisation / rédaction : Communication ARS Centre-Val de Loire

Crédit photos : ARS Centre-Val de Loire

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communications, [suivez ce lien](#)